

Il en tient responsable certains journaux. Il donne à entendre que d'autres influences ont probablement contribué, jusqu'à un certain point, à rendre la crise possible. Quoi qu'il en soit, c'est ce qu'on a prétendu ailleurs. L'honorable sénateur croit-il vraiment que la crise est le fait d'un mouvement organisé? L'autre jour, l'honorable sénateur de Vancouver (l'hon. M. Farris) a exposé le point de vue contraire. Tous les membres de la Chambre savent exactement ce qui s'est passé et ce qui a provoqué la crise. Les caricatures ou les articles de rédaction de certains journaux n'y sont pour rien. Nous sommes encore en pays libre. Si les journaux désirent publier des caricatures ou des articles de rédaction,—ils le font tous les jours,—ils ont pleinement le droit de le faire.

Considérons un instant ce qui s'est passé. Je ne m'étais pas proposé de m'y arrêter, et je me contenterai de signaler les points saillants. Le colonel Ralston s'est embarqué pour l'Europe. Nous en connaissons tous les raisons. Qu'arriva-t-il dès qu'il l'eut fait? Les gens ont commencé à se demander pourquoi il était allé en Europe et les journalistes,—comme ils le font toujours et comme ils ont le droit de le faire,—ont formulé des hypothèses. Les rumeurs commencèrent à courir. C'est ce qui arrive d'ordinaire et il n'y a là rien de nouveau. Mais, cette fois-ci, il se trouvait que c'était le colonel Ralston qui était allé outre-mer. Les journalistes allaient aux renseignements et le récit de sa visite en Europe fit le tour de tous les journaux du Canada. C'est parfait. Le colonel Ralston est revenu à Ottawa et a rencontré le cabinet et les gens se demandèrent ce qui se passait. Qu'est-il arrivé? Il y eut plusieurs réunions du conseil des ministres qui se poursuivirent plusieurs jours, et chaque reporter parlementaire, qu'il soit du Canada, des Etats-Unis, de Grande-Bretagne ou d'autres pays, se mit à recueillir des renseignements. Pendant des jours, les nouvelles ne consistaient qu'en rumeurs, qu'en suppositions, qu'en hypothèses de toutes sortes. Il n'y a là rien d'inusité, car cela se répète chaque fois qu'il surgit un événement de quelque importance. Est-ce un parti politique ou toute autre personne qui a organisé cela? Ces nouvelles ont paru non seulement dans les journaux libéraux et tory mais dans toute la presse du pays.

Fort bien. Ce n'est qu'à la suite de ces réunions du conseil des ministres qu'un certain jour le colonel Ralston démissionna. Alors, une explosion se produisit à travers le pays. Qui en fut l'auteur? Le public canadien. Celui-ci s'est demandé: Pour quelle raison cet homme qui a été ministre pendant quatre ou cinq ans démissionne-t-il? Les journaux du Canada l'avaient mis au courant de toute

L'hon. M. CALDER.

la situation. Puis suivit la nomination du général McNaughton. Après quoi, le premier ministre parla à la radio pour dire ce qui s'était passé. Il fut suivi par le colonel Ralston qui exposa son point de vue. Le général McNaughton tint des assemblées ici et à Armprior et les journaux d'un océan à l'autre étaient remplis de rapports à ce sujet, non pas seulement quatre ou cinq journaux mais tous les journaux du pays. Puis le Parlement fut convoqué et les membres des deux Chambres se sont réunis ici. Tout le monde au Canada savait ce qui nous appelait à Ottawa. Il y avait une question en jeu et il est absolument erroné de prétendre que cette convocation fut le résultat d'un effort concerté soit par un parti politique soit par un groupe quelconque. A la suite de l'importance qu'on donna à la nouvelle dans les journaux, il est certains faits qui sautèrent aux yeux de la population. Le public y prit un intérêt intense et non sans raison.

Et maintenant, honorables sénateurs, je vous le demande, n'êtes-vous pas allés vous-mêmes aux renseignements quand vous avez rencontré vos connaissances chez vous? Pour ma part, j'ai rencontré bien des gens dans ma maison et, dans la rue, tandis que d'autres m'ont causé de la chose. Durant cette période de crise c'est cette question qui, partout, faisait les frais de la conversation. Au foyer, dans la rue, dans les hôtels, dans les omnibus, dans les magasins, partout enfin. N'est-ce pas exact? N'est-ce pas la réalité? Tous les honorables sénateurs le savent. Depuis que je m'occupe de la chose publique, je n'ai jamais vu les habitants de ma province et du Canada tout entier aussi agités ni aussi pris par une question d'intérêt national,—car c'en était bien une. J'ai constaté que tout le monde était bouleversé et intéressé. On demandait toutes sortes de renseignements; on discutait partout, à toute heure, sans interruption, dans l'espoir d'en venir à une conclusion relativement à la ligne de conduite qu'on devrait suivre. Ces gens finirent par faire connaître leur opinion en envoyant des milliers de lettres aux journaux. Je parle ici de tous les journaux du Canada. Ces milliers de lettres aux journaux canadiens exprimaient leurs opinions. Un certain nombre de ces lettres étaient peut-être anonymes, mais un grand nombre portaient la signature de leurs auteurs. Outre cela, à ce que nous savons, des milliers et des milliers de télégrammes ont été envoyés aux membres du Parlement pour leur dire quelle était l'attitude de leurs commettants sur cette question. Ce fut cette expression de l'opinion publique si générale que je n'en avais encore vu de comparable dans notre pays, qui a en fin de